

# Chiffre d'affaires et faits marquants du troisième trimestre 2013

---

Thomas PIQUEMAL

*Directeur exécutif adjoint Groupe en charge des finances, EDF*

Philippe SASSEIGNE

*Directeur exécutif adjoint en charge de la production nucléaire en France, EDF*

## **Thomas PIQUEMAL**

Bonjour à tous et merci pour votre participation à cette conférence. Je sais que la matinée sera très chargée ; je passerai donc rapidement en revue notre chiffre d'affaires du troisième trimestre pour que nous disposions d'un peu plus de temps pour discuter avec Philippe Sasseigne qui est avec nous aujourd'hui. Philippe est à la tête de nos activités nucléaires en France et il nous parlera de la production nucléaire en 2013. Je vous donnerai également plus d'informations sur le projet d'accord sur Dalkia qui a été annoncé récemment, et je vous confirmerai le maintien de nos objectifs annuels 2013.

Notre performance annuelle est pour l'instant bonne, notamment en France et au Royaume-Uni, les résultats sont également satisfaisants en Italie grâce à la renégociation de contrats gaz que nous avons déjà évoquée à l'occasion de l'annonce des résultats du premier semestre. En France, la production nucléaire a progressé par rapport à l'an dernier et la production hydraulique a enregistré une forte hausse de +27,7 % comparé à la même période l'année dernière. La production nucléaire au Royaume-Uni est demeurée relativement stable par rapport à l'an dernier, du fait du programme d'arrêts planifiés en 2013. En outre, nous avons bénéficié en France d'un effet climat favorable dont l'impact a représenté 8,5 TWh par rapport à l'année précédente.

Au cours de ce troisième trimestre, nous vous avons annoncé certaines étapes décisives franchies par le Groupe. Tout d'abord, le projet Hinkley Point C au Royaume-Uni, pour lequel nous avons formalisé les principes qui présideront à la prise de la décision finale d'investissement. Ensuite, nous avons évoqué l'imminence d'un accord avec Veolia au sujet de notre partenariat Dalkia qui devrait constituer l'étape finale de la réorganisation des partenariats industriels d'EDF..

Pour revenir aux résultats du troisième trimestre, le chiffre d'affaires total du groupe EDF réalisé sur les neuf premiers mois s'élève à 55,2 milliards d'euros. Ce résultat tire profit d'un effet périmètre positif suite à la consolidation totale d'Edison sur le segment Italie, et d'un effet change défavorable au Royaume-Uni. Outre ces deux effets, nous enregistrons une croissance organique positive de +2,9 % à laquelle toutes les activités ont contribué.

La croissance organique en France s'établit à +3,1 % ; ce chiffre intègre d'une part l'effet climat qui contribue positivement à hauteur de +8,5 TWh, ainsi que l'impact des tarifs, en particulier la part énergie du tarif, et d'autre part, la diminution des volumes de vente sur les neuf premiers mois de l'année du fait notamment de l'arrivée à échéance d'un certain nombre de contrats long terme entraînant une baisse de 385 millions d'euros.

Observons maintenant le bilan électrique amont-aval. Hormis l'augmentation de la production hydraulique, en hausse de +7 TWh par rapport à l'an dernier, nous constatons une baisse des ventes structurées et des enchères VPP. Nous constatons également une forte progression des ventes sur le marché de gros, en hausse de +27 TWh sous l'effet de

l'accroissement de la production, notamment hydraulique en France. Au cours des neuf premiers mois, les conditions hydrologiques en France ont été très favorables, supérieures de 27,7 % par rapport à la même période l'an passé, même si en septembre nous avons retrouvé des niveaux habituels et que nous sommes désormais de nouveau dans des conditions hydrologiques normales.

Je vais maintenant passer la parole à Philippe qui va nous parler de la production nucléaire au cours des neuf premiers mois de l'année et des plans d'action que nous avons déployés.

### **Philippe SASSEIGNE**

Merci Thomas. L'augmentation de la production nucléaire enregistrée à fin septembre 2013 témoigne des progrès accomplis au cours des trois dernières années pour renouer avec l'excellence industrielle dans la gestion de nos activités nucléaires en France. Toutefois, beaucoup d'efforts restent à faire. Comme vous pourrez le constater, nous devons en particulier poursuivre notre travail en profondeur pour modifier nos pratiques industrielles et être ainsi en mesure d'assurer une amélioration durable de notre performance opérationnelle.

Comme Thomas l'a évoqué un peu plus tôt, la production nucléaire s'est accrue de 0,9 %, s'établissant à 297,6 TWh à fin septembre 2013. Trimestre après trimestre, des progrès réguliers ont été accomplis dans la production du parc nucléaire. Celle-ci affichait une baisse de 2,6 % au premier trimestre, était quasi stable sur le premier semestre 2013, et s'inscrivait en hausse légère après neuf mois d'activité.

Ces progrès ont été accomplis malgré un nombre plus important d'arrêts programmés en 2013 par rapport à 2012, qui s'est traduit par 283 jours d'arrêts supplémentaires au cours des neuf premiers mois de 2013 par rapport à l'an dernier. Ces résultats ont été possibles parce que nous avons su réduire sensiblement le nombre de jours d'arrêts fortuits grâce au programme de remplacement des gros composants que nous avons lancé il y a quelques années. Nous allons naturellement poursuivre le déploiement de ce programme, avec pour objectif de maintenir le nombre d'arrêts fortuits à un niveau aussi bas que possible.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas connu le même succès dans la gestion des arrêts programmés et, en particulier, nous avons subi un nombre important de prolongations d'arrêt suite à des aléas techniques survenus sur quelques centrales : Cattenom 4, Chinon 2, Saint-Laurent 2, Bugey 2 et Dampierre 1. Globalement, ces prolongations d'arrêt nous ont coûté près de 400 jours de production entre septembre et octobre. Le plan d'actions 2013 nous permet de limiter le niveau des prolongations. Toutefois, nous avons besoin de plus de temps pour une mise en œuvre approfondie et notre priorité aujourd'hui est d'intensifier et de renforcer l'action initiée en 2013 pour mieux gérer la durée des arrêts. Cela passe notamment par la stabilisation du volume de maintenance préventive sur les arrêts, l'amélioration de la qualité de préparation et de réalisation des opérations de maintenance et par le renforcement du contrôle des opérations de redémarrage. Ce travail en profondeur que nous menons avec les équipes et les fournisseurs d'EDF est toujours en cours et portera ses fruits plus tard que prévu. Cela nous a conduits à ajuster notre objectif annuel de production nucléaire qui s'établit désormais dans une fourchette comprise entre 405 TWh et 410 TWh.

C'est ainsi que je terminerai mon intervention sur la performance du parc nucléaire français et je serai heureux de répondre plus tard à toutes vos interrogations, au cours de la séance de questions/réponses qui suivra. En attendant, je vais repasser la parole à Thomas pour la suite de la présentation.

### **Thomas PIQUEMAL**

Merci Philippe pour cet exposé sur la production nucléaire française ; je vais maintenant reprendre ma présentation du chiffre d'affaires et passer au Royaume-Uni. Le

chiffre d'affaires du Royaume-Uni est stable mais hors effet change, nous observons une croissance organique de 4,9 %. Cette croissance est essentiellement portée par une augmentation des prix de marché de gros et des volumes vendus sur le marché et nous avons constaté une évolution du bilan électrique amont-aval, affecté d'un côté par une baisse des ventes structurées de -5 TWh, sous l'effet de certains contrats parvenus à échéance, et de l'autre, par les volumes vendus au titre de l'engagement de la Commission Européenne qui ont progressé de +4 TWh sur les neuf premiers mois de l'année. En Italie, hors effet de périmètre, le chiffre d'affaires a augmenté de 1,7 %. L'activité électricité a tiré profit d'une hausse des volumes vendus sur le marché de gros qui a compensé l'effet prix négatif, dans un contexte de chute de 3,7 % de la demande d'électricité en Italie. Les volumes de gaz commercialisés sont restés globalement constants, avec deux conséquences. La consommation en gaz des centrales de production a fortement reculé mais cette diminution a été compensée par une hausse de la demande en provenance des clients finaux.

Concernant les bilans électrique et gazier amont-aval d'Edison en Italie, les ventes d'énergie ont progressé de 6 TWh sur le marché de l'électricité, tandis que la production thermoélectrique décline de 3 TWh. A l'inverse, les ventes de gaz aux centrales thermoélectriques ont chuté de 2 milliards de mètres cubes.

Sur les autres segments internationaux, le chiffre d'affaires enregistre une progression organique de 1 %, à 5,6 milliards d'euros. Cette augmentation marginale des revenus n'a eu quasiment aucun impact sur les marges de la plupart des régions du segment. Les conditions demeurent très difficiles, compte tenu des niveaux de prix qui demeurent bas et du contexte réglementaire défavorable sur la plupart de nos marchés dans ce secteur, à l'exception des pays extérieurs à l'Europe qui ont vu les ventes progresser, notamment aux États-Unis, grâce à l'augmentation de la production nucléaire, même si les prix de l'énergie restent fragiles et peu élevés.

Sur le segment Autres activités, le chiffre d'affaires affiche une croissance organique de 3 %, portée par une forte augmentation des ventes d'EDF Energies Nouvelles, en hausse de +33 %, à 715 millions d'euros. Cela s'explique par l'accroissement de la production éolienne.

C'est ainsi que je conclurai la présentation du chiffre d'affaires d'EDF sur les neuf premiers mois de l'année qui témoigne de la bonne performance opérationnelle du Groupe en France et au Royaume-Uni. Comme je l'indiquais en introduction, nous avons réalisé de progrès significatifs au troisième trimestre sur certaines priorités-clés pour le Groupe en 2013, et je vais profiter de l'occasion pour vous donner plus de détails concernant le projet d'accord sur Dalkia qui a été annoncé récemment.

Je commencerai en précisant que Dalkia est l'étape finale de la réorganisation complexe des partenariats dont nous avons hérité lorsque nous avons rejoint EDF en 2009 et que nous devons mettre au clair, et je rappellerai que nous avons résolu un certain nombre d'autres situations de partenariats complexes. Notre participation dans EnBW a été cédée en 2010 ; nous avons pris le contrôle total d'EDF Energies Nouvelles en 2011 et d'Edison en 2012 ; nous avons obtenu que Constellation renonce à son option de vente sur EDF en 2011 ; et nous sommes parvenus à un accord en 2013 avec Exelon sur CENG qui nous permet de bénéficier d'un dividende spécial et d'une option de vente exerçable entre 2016 et 2022 sur 50 % de notre participation dans CENG. La conclusion de cette transaction est attendue au premier trimestre 2014.

Avec le projet d'accord avec Veolia sur l'acquisition des activités de Dalkia annoncée la semaine dernière, nous pouvons maintenant considérer que nous avons résolu l'ensemble des sujets relatifs à ces situations de partenariats complexes. L'accord conclu avec Veolia en vue d'une transaction éventuelle sur Dalkia nous permettra de disposer d'une solide plateforme de services énergétiques en France. Dalkia est acteur de premier plan des services énergétiques en France ; il possède un réseau de distribution étendu et des positions commerciales solides, un grand nombre de réseaux de chauffage et de

refroidissement, des sites industriels et des immeubles collectifs. Son chiffre d'affaires s'élève à 4,1 milliards d'euros et ses effectifs avoisinent 13 000 employés, hors Citelum.

Vous connaissez les principaux termes de l'accord proposé avec Veolia et conformément à ces principes, le groupe EDF devrait acquérir la totalité des activités de Dalkia en France, Veolia reprenant l'ensemble des activités à l'international. Sur le plan opérationnel, les effectifs français resteront au sein de Dalkia France, EDF conservera la marque Dalkia et pourra tirer parti du savoir-faire de Dalkia pour son développement international. Je souhaiterais aussi vous rappeler que nous gérons déjà des activités sur ce secteur en Italie et en Pologne et que certaines sont initiées en Chine. L'accord comprend un paiement en numéraire de 550 millions d'euros de Veolia à EDF, ce qui aura un impact positif sur les ratios de crédit du Groupe.

En résumé, l'opération proposée offrira donc à EDF une plateforme opérationnelle complète et un potentiel de synergies important pour l'avenir. Nous devrions fortement tirer profit de cet accord pour notre futur développement commercial qui devrait aussi nous permettre d'optimiser l'offre par le biais d'EDF Trading et de mettre en œuvre des synergies avec les autres entités de services énergétiques au sein du groupe EDF. D'importantes synergies devraient pouvoir être réalisées, en termes d'organisation au niveau des fonctions de support, de la production locale et des offres de rénovation thermique. Enfin, l'accord devrait permettre le développement et un usage optimisé des Certificats d'Économie d'Énergie, ou certificats verts, puisque Dalkia est producteur de ce type de certificats.

Comme je l'ai déjà mentionné, l'opération proposée améliorera également les ratios de crédit du Groupe ; à cet égard, je tiens à préciser qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, la consolidation proportionnelle disparaîtra au sein du groupe EDF et que pour analyser les impacts de la transaction envisagée sur Dalkia, nous devons tout d'abord neutraliser les effets de de changement de politique comptable. La déconsolidation de nos *joint-venture*, aujourd'hui comptabilisées proportionnellement, aura pour effet, concernant Dalkia, de nous faire perdre l'EBITDA de Dalkia International, ce qui représente un impact de 0,3 milliard d'euros. Toutefois, nous perdrons également l'endettement financier de 0,6 milliard d'euros aujourd'hui enregistré dans nos comptes. L'effet de l'opération sur ces deux indicateurs est positif, pour près de +200 millions d'euros d'EBITDA, qui représente essentiellement l'EBITDA entièrement consolidé de Dalkia France : la baisse de 400 millions d'euros de l'endettement financier due aux 550 millions d'euros de liquidités reçus ajoutés au remboursement de la dette subordonnée que nous financions partiellement au sein de Dalkia International compense largement l'endettement qui était consolidé dans le périmètre français que nous reprenons.

L'opération aura donc globalement un effet positif sur l'EBITDA de +200 millions d'euros de et sur la baisse de l'endettement net à hauteur de 400 millions d'euros. Sous l'effet conjoint de ces deux facteurs que constituent la modification de la politique comptable et l'incidence de l'opération, comparé à la situation aujourd'hui, l'EBITDA resterait globalement inchangé mais l'endettement net du Groupe devrait diminuer d'1 milliard d'euros. C'est pourquoi, j'ai indiqué que cette opération aurait un effet positif sur le ratio d'endettement net sur EBITDA.

Concernant les étapes suivantes, notre calendrier est ambitieux car nous pensons qu'il est crucial, pour avancer dans cette voie et commencer rapidement à intégrer les entités opérationnelles, d'organiser une première phase de *due diligence* de confirmation dans les semaines à venir afin de pouvoir entamer sans tarder le processus de consultation avec EDF, Veolia et Dalkia. Notre objectif est de démarrer le processus de pré-notification auprès des autorités de la concurrence en tout début d'année prochaine afin que, suite aux travaux du processus de consultation et à la signature de la documentation juridique finale, nous soyons en mesure d'avertir formellement les autorités de la concurrence, dans la perspective de conclure la transaction au mieux mi-2014. Ce calendrier est ambitieux mais, je le redis, nous estimons que le temps presse et que nous devons commencer à intégrer

ces activités au niveau des équipes aussi rapidement que possible, le processus ayant déjà demandé beaucoup de temps.

Avant de répondre à vos questions, je voudrais évoquer brièvement les perspectives financières 2013. Au cours des neuf mois qui viennent de s'écouler, nous avons déployé notre plan d'économies Spark et je peux vous annoncer aujourd'hui que nous sommes en avance sur le calendrier. A fin septembre, nous avons déjà économisé 800 millions d'euros, soit 80 % de notre cible. Comme nous l'anticipions au moment de l'annonce des résultats semestriels en juillet, le programme a pris de l'ampleur ces derniers mois, et cela est particulièrement vrai concernant l'optimisation des dépenses d'investissement qui contribue pour plus de la moitié aux économies réalisées jusqu'à présent cette année. Je peux aussi vous dire que les efforts d'économies se répartissent de manière équilibrée entre les différentes unités opérationnelles et entités du Groupe.

Sur la base des résultats obtenus à ce stade, nous relevons notre objectif annuel de 20 %, pour atteindre 1,2 milliards d'euros ; j'estime que cela prouve l'implication et l'engagement total des équipes d'EDF pour respecter et même dépasser les objectifs annoncés, et je tiens à en remercier l'ensemble des collaborateurs d'EDF.

Comme vous vous en souvenez certainement, l'objectif d'un milliard d'économies était l'une de nos priorités-clés pour 2013 et, avec celle-ci, nous avons donc déjà répondu à quatre des six grandes priorités de l'année : la question de la CSPE que nous avons résolue en début d'année, l'équation tarifaire, les décisions à prendre sur le Royaume-Uni où nous avons annoncé ces dernières semaines une réduction des risques pour satisfaire notre engagement de concevoir un bon projet pour EDF, même si beaucoup reste à faire sur ce projet dans les mois qui viennent.

Il nous reste donc deux priorités à traiter en 2013. Concernant ERDF, l'objectif est double. Le premier est de s'assurer qu'ERDF bénéficie d'un cadre stable de régulation des tarifs, à un moment où, nous en sommes convaincus, l'effort d'investissement doit être poursuivi dans les réseaux en France. Le second objectif est de protéger la valeur d'ERDF pour le groupe EDF. L'autre grande priorité qu'il nous reste à prendre en considération est la formule de l'ARENH et vous devez savoir que, comme le gouvernement français l'a annoncé, le décret est maintenant attendu pour la fin du mois de mars 2014.

Pour conclure, au vue de la performance de ces neuf premiers mois et du succès du déploiement de notre programme Spark, je suis en mesure de vous confirmer les objectifs financiers 2013 que nous avons annoncés en juillet dernier : une croissance de l'EBITDA, hors EDISON, de 3 % minimum, un EBITDA pour Edison de près de 1 milliard d'euros, un ratio d'endettement financier net compris entre 2 et 2,5 fois l'EBITDA et un taux de distribution du résultat net courant compris entre 55 % et 65 %.

Voici qui conclut notre présentation et Philippe et moi attendons maintenant vos questions.

## Questions et réponses

---

### **Patrick Hummel, UBS**

Avez-vous déjà une idée de l'évolution de la production nucléaire en 2014 ? Il semble prudent de prévoir des arrêts toujours plus longs compte tenu des visites décennales à venir.

### **Philippe SASSEIGNE**

Nous vous communiquerons l'ensemble de nos objectifs de l'année prochaine en février mais je peux déjà vous dire que la réduction de la durée des arrêts sera l'une de nos grandes priorités pour l'année prochaine et les années qui vont suivre. Comme vous avez pu le constater, cette année a été assez favorable sur le plan des arrêts fortuits, même si la durée d'arrêt a été trop longue et plus longue que prévu. Notre plan d'action, qui était

hautement prioritaire, fera sentir ses effets l'an prochain et dans les années à venir ; et l'an prochain, nous allons améliorer la production.

**Andreas Thielen, MainFirst Bank**

Pouvez-vous nous expliquer comment les économies réalisées se répartissent entre les dépenses d'investissement et les 400 millions d'euros restant et nous donner une indication du montant qui sera maintenu en 2014 ?

**Thomas PIQUEMAL**

La ventilation entre l'EBITDA et les dépenses d'investissement dans le programme d'origine est bien connue : 45 % pour l'EBITDA et 55 % pour les investissements. Concernant l'augmentation, la répartition est à peu près de 50/50 entre l'EBITDA et les dépenses d'investissement, ce qui explique pourquoi nous avons pu maintenir notre objectif annuel en termes de croissance de l'EBITDA et que nous compensons presque complètement la légère réduction de notre production nucléaire, étant entendu que la contribution de cette production a dû être évaluée aux prix du marché, qui, comme vous le savez, étaient assez bas en 2013. Globalement, le dépassement des objectifs du programme Spark aboutit à une répartition de 50/50 entre l'EBITDA et les investissements.

**Andreas Thielen, MainFirst Bank**

Ensuite, je voudrais savoir si la consolidation totale de Dalkia France prendra effet de manière rétroactive au 1er janvier 2014 ou à la date de clôture de l'offre ?

**Thomas PIQUEMAL**

Elle prendra effet à la date de clôture. Les résultats que j'ai présentés tout à l'heure sont bien sûr des données pro forma sur la base des chiffres de 2013 et donnent simplement une idée des impacts liés aux méthodes de consolidation que ceux liés à la transaction Dalkia. Toutefois, d'un point de vue comptable, l'impact sur les comptes 2014 sera effectif à la date de clôture.

**Vincent Ayrat, Société Générale**

Tout d'abord, concernant TURPE 4, pouvons-nous encore espérer que son examen sera terminé pour la fin de l'année ? En second lieu, EDF envisage-t-elle d'intégrer dans ses comptes une éventuelle extension de son parc nucléaire en France et ceci pourrait-il apparaître dans les résultats annuels 2013 ?

**Thomas PIQUEMAL**

Concernant l'ARENH, les informations communiquées par le Gouvernement quant au calendrier proposé de promulgation du décret sont claires. Il reste de nombreuses étapes à franchir avant d'aboutir au décret mais cela ne nous empêchera pas d'obtenir des éclaircissements sur la formule avant la fin du premier trimestre, compte tenu de toutes les actions à engager. Ceci affectera le volume de livraison d'ARENH en 2014, la campagne est en train d'être lancée, et il s'agira donc d'avoir de la visibilité le plus tôt possible. En outre, ce dispositif représente pour nous un élément essentiel pour bâtir, avec nos investisseurs, notre nouvelle vision à moyen terme. Je ne suis cependant pas en mesure d'être plus précis à ce stade.

Concernant la politique comptable d'EDF, je n'ai rien de nouveau à annoncer aujourd'hui. Je tenais simplement à répéter ce que j'ai déjà expliqué lorsque j'ai commenté les résultats du premier semestre : chez EDF, ce n'est pas la comptabilité qui nous guide, mais notre stratégie industrielle et notre vision de l'avenir du secteur. C'est cette stratégie industrielle qui pourrait avoir un impact important sur le programme d'investissement et la question immédiate que nous pourrions nous poser serait de savoir si nos comptes reflètent bien et traduisent tout à fait la stratégie industrielle. Je n'ai aucune information nouvelle à communiquer sur ce sujet et c'est tout ce que je peux vous dire à ce stade.

Concernant TURPE 4, nos objectifs sont assez clairs. Nous ne pouvons pas maintenir le cap dans ces conditions, alors que nous aurions besoin d'augmenter le programme d'investissement au sein du réseau. Nous sommes convaincus que nous devons poursuivre le chemin sur lequel nous nous sommes engagés depuis trois ans, entre 2010 et 2012, et augmenter significativement le programme d'investissement du réseau. Nous pensons que c'est nécessaire.

Cependant, nous ne pouvons pas continuer dans cette voie avec un cadre réglementaire instable. Nous avons besoin de visibilité, tant pour EDF que pour ERDF, et c'est notre objectif essentiel. Nous espérons trouver une issue dans les semaines à venir et qu'ERDF, en coopération avec le régulateur et la CRE, entièrement habilités pour y parvenir, vont améliorer le système qui n'est pas satisfaisant pour le moment du fait de son manque de visibilité.

Nous serons, ou ne serons pas, en mesure de vous donner une idée plus précise de la situation à la fin de l'année, mais en tout état de cause, c'est notre objectif. Nous sommes en discussion et nous avons fait certaines propositions et mis en avant certains mécanismes. Nous estimons qu'il est de notre devoir de proposer des solutions, mais, comme je l'ai indiqué, nous le faisons dans l'optique de permettre à ERDF de disposer d'un cadre de régulation stable afin que nous puissions recommencer à augmenter notre investissement dans les réseaux.

#### **Emmanuel TURPIN, Morgan Stanley**

Bonjour à tous, ma première question concernera les activités de maintenance nucléaire en France. Il me semble que la réduction de votre objectif 2013 concernant la durée des prolongations d'arrêts planifiés est un objectif dont nous avons déjà entendu parler l'an dernier. Je voudrais donc revenir sur ce sujet et essayer de comprendre d'où vient le retard. Vous pourriez peut-être nous donner un ou deux exemples. Vous aviez déjà identifié le problème l'an dernier, les difficultés conduisant à ces prolongations d'arrêt sont-elles nouvelles ou de même nature que l'année dernière ? Que prévoyez-vous de faire pour tenter d'améliorer la situation ? C'est mon premier sujet.

Mon second sujet concerne l'Italie. Vous avez évoqué un EBITDA normatif de 1 milliard d'euros. Voyez-vous une raison pour changer votre vision ? Comme vous l'avez dit, les marchés italiens ne sont pas très solides. En outre, avez-vous des informations concernant le calendrier relatif aux contrats gaziers d'approvisionnement à long terme ?

J'ai compris que nous étions limités à deux questions. J'en poserai juste une troisième. Avez-vous une idée du moment où vous serez en mesure de revenir vers nous et de nous expliquer vos objectifs à moyen terme ? En particulier, avez-vous une idée du calendrier pour un événement Investisseurs ? Pensez-vous devoir attendre la promulgation d'une nouvelle loi sur l'énergie ou est-ce que cela pourrait intervenir avant ?

#### **Philippe SASSEIGNE**

Pour répondre à votre première question, nous avons rencontré cette année les personnes responsables de nos programmes de maintenance et les arrêts planifiés sont similaires à ceux de l'an dernier. Notre principal défi porte sur la qualité de la maintenance effectuée. Comme je vous l'ai expliqué, notre plan d'action se décline en trois points et le premier concerne la qualité de la préparation et de la mise en œuvre des travaux de maintenance. Nous avons été confrontés à des difficultés au regard de la qualité qui nous ont conduits à refaire certaines opérations de maintenance, des problèmes que nous avons eu pour redémarrer les réacteurs, ce qui pour l'essentiel, concernaient les six réacteurs que j'ai évoqués dans ma présentation. Nous essayons donc de déployer un plan d'action efficace avec les équipes et les fournisseurs d'EDF pour résoudre ce problème et nous pensons obtenir de meilleurs résultats dans les années à venir, car il s'agit d'un plan d'action en profondeur. Nous en verrons déjà les premiers effets à la fin de cette année.

### **Thomas PIQUEMAL**

Concernant Edison, je vous confirme que le niveau d'EBITDA normalisé s'élève bien à 1 milliard d'euros et que c'est d'ailleurs le chiffre que j'ai confirmé pour 2013. Au-delà, comme nous l'avons prouvé dans le passé, notre objectif essentiel est d'obtenir le maximum des renégociations de contrats d'approvisionnement gazier et, lorsque nous ne serons pas capables de négocier, nous entamerons une procédure d'arbitrage. Nous ne sommes donc pas pressés de parvenir à un accord mais nous sommes prêts à aller jusqu'au dernier stade du processus d'arbitrage. Cela pourrait prendre du temps, plus de temps que prévu, et cela risque ou non d'être de nouveau un facteur de volatilité pour l'EBITDA d'Edison en 2014. Cela sera bien sûr inclus dans nos résultats annuels et nos prévisions communiqués en février 2014. Toutefois, cette éventuelle volatilité n'est en rien contradictoire avec le fait que je vous confirme un niveau d'EBITDA normalisé à 1 milliard d'euros.

Concernant la vision à moyen terme, nous estimons qu'après tout ce qui a pu être réalisé pendant ces quatre dernières années pour restructurer le portefeuille de partenariats stratégiques, assurer notre contrôle sur la plupart de nos activités, réduire l'endettement de notre bilan et compte tenu de la stratégie à long terme que nous avons déjà clairement annoncée, EDF et ses investisseurs méritent de pouvoir de nouveau disposer d'une vision à moyen terme comme celle que nous avons exposée en 2011. C'est donc notre intention d'y parvenir dès que possible.

Vous savez cependant qu'en 2013, nous avons géré une longue liste de priorités. Toutes nos priorités ne figurent pas sur la liste mais la liste dont je vous ai parlé ce matin contient nos priorités les plus importantes. Nous avons bien progressé dans la mise en œuvre de cette feuille de route et dans la réalisation de ces initiatives prioritaires. Deux éléments nous font néanmoins toujours défaut, et nous avons besoin de ces éléments pour pouvoir partager avec vous notre vision à moyen terme, car les deux priorités que constituent l'ARENH et le TURPE sont susceptibles d'affecter notre programme d'investissement.

En parallèle, nous sommes en train de revoir notre stratégie industrielle, et par voie de conséquence, notre programme d'investissement. Comme Philippe vient de vous l'expliquer, nous venons d'engager une révision en profondeur de notre dispositif en place pour gérer les arrêts planifiés et cette démarche est aussi liée aux dépenses d'investissement que nous engageons au cours de ces arrêts planifiés. Ceci bien sûr dépend de nous et ne nous empêchera donc pas de partager avec vous notre vision à moyen terme, par exemple en février. Mais les deux sujets qui restent sur notre liste de priorités, ERDF et l'ARENH, ne dépendent pas uniquement de nous et la seule chose que je puisse dire aujourd'hui est que dès que nous aurons résolu les questions relatives à ERDF et à l'ARENH, nous serons en mesure de partager avec vous notre vision à moyen terme.

### **Martin YOUNG**

Bonjour, j'ai seulement deux questions. En premier lieu, pouvez-vous nous expliquer un petit peu ce que vous attendez du TURPE ou en termes de structure et des relations avec les collectivités locales et nous indiquer si, de votre point de vue, il pourrait y avoir une incidence négative sur les revenus d'EDF résultant des négociations et de leur issue ?

En second lieu, concernant le Royaume-Uni, le prix de l'électricité aujourd'hui dans ce pays suscite des débats importants et l'avenir du prix plancher du carbone est l'un des thèmes qui revient de manière récurrente, ce qui, à l'évidence, vous est favorable étant donné le parc nucléaire existant. Quel est votre sentiment concernant le risque de remise en cause ou de stabilisation de ce prix-plancher et l'éventuelle interruption de la trajectoire ascendante qu'il suit aujourd'hui ?



### **Thomas PIQUEMAL**

A propos de TURPE, j'ai essayé d'expliquer quels étaient nos objectifs. La question n'est pas l'impact sur le résultat net, puisque nos tarifs sont intégrés, et ce n'est pas non plus un problème de rentabilité ou de comptabilité. L'enjeu est de nous assurer de disposer d'un cadre stable qui nous donne de la visibilité et nous permette de planifier l'augmentation des dépenses d'investissement dont les réseaux ont besoin et qui sont nécessaires à l'exploitation. Il s'agit donc vraiment d'un enjeu industriel et opérationnel que nous tentons de résoudre et absolument pas d'une question financière.

ERDF est une entreprise admirable et elle gère un réseau de qualité mais l'environnement réglementaire stable dont ERDF aurait besoin pour conduire ses activités fait encore défaut. La question n'est donc pas l'impact sur les revenus ou la trésorerie mais les conséquences sur le cadre réglementaire et la visibilité. Cela pourrait certes avoir une incidence sur la valeur d'ERDF, au travers de la valeur nette comptable des actifs d'ERDF et nous défendons bien sûr les intérêts d'ERDF en la matière. Ce n'est toutefois pas une question de résultat net.

Concernant les relations avec les collectivités locales, nous avons progressé puisqu'ERDF a annoncé la signature d'un accord avec la **Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies** (FNCCR) il y a un mois ou deux. Nous pensons que ce n'est qu'un début et la discussion devra se poursuivre. Je ne l'ai donc pas mentionné lorsque j'ai évoqué tout à l'heure le cadre réglementaire. J'estime que le cadre réglementaire est un sujet qui doit être traité par la CRE, le régulateur, avec qui nous débattons naturellement aujourd'hui.

Pour ce qui est du débat au Royaume-Uni, la seule chose que je souhaiterais dire c'est que notre filiale britannique, EDF Energy, a demandé l'examen de tous les coûts qui exercent des pressions à la hausse sur les factures, tels que le programme ECO (*Energy Companies Obligation*) et le déploiement de compteurs intelligents. En tant qu'opérateur au Royaume-Uni, nous accueillons favorablement les informations communiquées récemment à ce sujet, mais je n'ai pas d'autres commentaires à ajouter. Il incombe au Gouvernement de décider de la manière dont il souhaite faire avancer le débat. Nous sommes comme toujours engagés auprès des décideurs politiques et de toutes les parties prenantes pour étudier cette question compliquée, sans perdre de vue que le marché britannique a besoin d'investissements. Je ne ferai donc pas d'autres commentaires sur ce thème. J'estime que nous avons su jusqu'à présent faire la preuve de la cohérence de notre position sur ces différentes questions.

### **Benjamin LEYRE, Exane BNP Paribas**

J'ai deux questions. Tout d'abord, pouvez-vous nous rappeler la valeur nette comptable dans votre bilan de la participation d'EDF dans Veolia aujourd'hui et nous indiquer votre niveau de confiance quant aux attentes actuelles du consensus du marché relatives au résultat net courant pour 2013 ?

### **Thomas PIQUEMAL**

Je n'ai pas la réponse en tête mais le chiffre est fondé sur le prix de l'action à fin 2012, ce qui devrait vous donner une idée avec le nombre d'actions que nous détenons dans Veolia. Concernant le consensus du marché pour 2013, je peux vous confirmer être confiant avec les attentes en termes d'EBITDA et de résultat net courant. Je n'ai rien à ajouter sur ce sujet. Je peux donc vous assurer que nous sommes confiants et sereins avec le consensus de marché pour 2013.

### **Question internet**

J'ai également deux questions, dont l'une plus détaillée que l'autre. Pouvez-vous nous communiquer la ventilation du chiffre d'affaires d'EDF Energies Nouvelles entre la composante énergie et les cessions d'actifs, étant donné que les activités DVAS

(Développement-Vente d'Actifs Structurés) ou cessions d'actifs sont toujours incluses dans les présentations ?

Ma seconde question relève plutôt de la stratégie. Pouvez-vous nous faire part de vos attentes concernant l'évolution des tarifs ARENH d'ici à 2015 ?

**Thomas PIQUEMAL**

Les cessions d'actifs ont un impact sur l'EBITDA mais pas sur les ventes d'EDF Energies Nouvelles. La croissance du chiffre d'affaires est donc réellement le fait d'une augmentation de la production et non des activités DVAS.

A propos d'ARENH, vous connaissez notre position concernant la loi qui a été adoptée en 2010 ; elle a établi des principes et nous souhaiterions pouvoir disposer de la formule permettant de les mettre en application. Au moment où je vous parle, des discussions sont en cours sur ce sujet et il n'est pas dans nos habitudes de donner des informations relatives à des discussions en cours. Nous vous faisons part de nos principales priorités et objectifs, les difficultés que nous avons à résoudre sont donc très claires et dès que nous disposerons d'informations à partager avec vous sur la stabilité de nos activités, notre vision stratégique et le solide portefeuille d'actifs dont nous disposons, nous le ferons. Néanmoins, je regrette de ne pas pouvoir vous donner plus de détails sur notre position et sur nos exigences concernant le prix de l'ARENH.

**Patrick HUMMEL, UBS**

Bonjour et merci d'accepter ma question complémentaire. Elle porte sur la décision à venir concernant la durée de vie des installations nucléaires et la manière dont elle est comptabilisée. Est-il juste de dire que cela pourrait conduire à une hausse de l'impôt sur le résultat, à cause de l'effet positif évident sur le bénéfice comptable qui aura pour conséquence de nuire au *cash flow* disponible après impôts ? Dans ce contexte, comment voyez-vous l'évolution des perspectives de dividendes ? Même si le bénéfice par action (BPA) comptable augmente, les flux de liquidités restent stables, et donc, dans un scénario de ce type, quel sens y aurait-il à augmenter le montant versé en valeur absolue au titre des dividendes ? Ou alors envisagez-vous éventuellement de revoir votre politique de dividende ?

**Thomas PIQUEMAL**

La politique relative aux dividendes est très claire pour 2013.

**Patrick HUMMEL**

Oui. Je voulais plutôt parler de 2014 et des années suivantes.

**Thomas PIQUEMAL**

C'est ce que je supposais. Malheureusement, cela ne vous étonnera pas si je vous dis que je commente aujourd'hui les chiffres 2013 et que je pense vous donner des réponses précises à ces questions en février 2014.

La seule chose que je souhaiterais expliquer d'un point de vue comptable, puisque nous parlons à nouveau de comptabilité, c'est que les passifs de notre bilan sont calculés sur la base d'une hypothèse de fermeture des installations après 40 ans de fonctionnement et que ces dettes font partie de notre dette financière, conformément aux règles de calcul des agences financières. Je préférerais donc ne pas parler d'effet sur le compte de résultat ou sur l'impôt sur le résultat sans rappeler l'impact de notre politique comptable en termes de prise en compte de la durée de vie des installations sur notre passif. Cela dit, c'est un sujet complexe. Si à un moment donné un changement devait survenir, et je répète qu'aujourd'hui je n'ai rien de nouveau à ajouter par rapport à ce que j'ai annoncé fin juillet, je pense que des explications détaillées seraient nécessaires.

Je conclurai en disant que nous ne sommes pas ici pour mener des analyses comptables et que ce qui importe pour EDF, c'est la stratégie industrielle. Cette stratégie industrielle aura des conséquences sur notre programme d'investissement et notre devoir sera alors de nous assurer que nos comptes sont cohérents avec la stratégie industrielle. Je ne peux rien ajouter de nouveau à ce stade et rien de plus par rapport à ce que j'ai exposé fin juillet.

**Thomas PIQUEMAL**

Il me reste à vous remercier de nouveau pour votre participation à cette conférence, et ainsi que Kader vient de le dire, l'équipe reste à votre disposition pour répondre à toutes les questions supplémentaires que vous pourriez souhaitez poser. Merci beaucoup.

